



Ministère
de l'Équipement,
des Transports
et du Logement

Direction
des Transports
Terrestres

Sous-direction
des Transports
par Voies
Navigables

DTT/VN2

Affaire suivie par :
Mme DEVILDER
Tél. : 01 40 81 13 23
Téléc. : 01 40 81 16 90

COPIE

Circulaire n° du 25 FEV. 1998
relative aux modalités d'application
du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif
à la déconcentration des décisions administratives individuelles

Paris, le

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement

à

*Mesdames et Messieurs les préfets
Messieurs les chefs des services de navigation
Madame et Messieurs les directeurs
départementaux de l'équipement chargés d'un
service de navigation
Messieurs les chefs des services maritimes et
de navigation
Messieurs les ingénieurs généraux chargés
des missions permanentes d'inspection des
services de la navigation*

Le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles prévoit qu'à compter du 1er janvier 1998 la compétence du préfet de département est désormais la règle de droit commun en matière de décision administrative individuelle.

Vous trouverez ci-après, les prescriptions particulières qui intéressent le domaine des voies navigables

I - Les autorisations de circulation et de stationnement relatives :

- aux bateaux destinés à la vente au détail, tels que bateaux épicerie, bateaux-restaurants, etc ...

- aux bateaux aménagés pour offrir au public des spectacles ou attractions tels que bateaux-cinémas, bateaux-théâtres, bateaux exposition, etc ...

Les mesures de police réglementant l'activité de ces établissements sont prévues par l'article 1-21 du décret n° 77-330 du 28 mars 1977 modifiant le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure. Conformément aux dispositions prévues par ce texte, la circulation et le stationnement faisaient l'objet, soit d'une autorisation ministérielle si la circulation intéressait au moins deux départements, soit d'une autorisation préfectorale si elle s'effectuait à l'intérieur d'un seul département.

Désormais, les mesures correspondantes feront l'objet soit d'un arrêté pris par le préfet du département intéressé, soit d'un arrêté pris conjointement par les préfets des départements concernés par le déplacement du bateau.

Vous vous attacherez à instruire les dossiers correspondants en liaison avec les Commissions de surveillance chargées, au sein des services de la navigation, de procéder à l'instruction des dossiers et de transmettre les demandes individuelles d'autorisation.

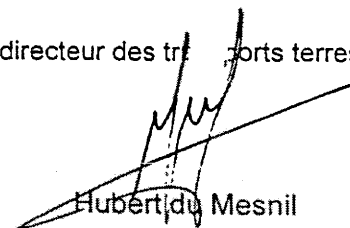
II - Les autorisations des installations d'ouvrage, d'activité ou de travaux sur le domaine public fluvial

L'article 33 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure prévoyait pour les installations soumises à autorisation en application de l'article 10 de la loi sur l'eau, « qu'en cas de désaccord du maire de l'une des communes sur le territoire desquelles l'enquête a été ouverte et si l'objet de l'enquête fait partie d'un projet d'infrastructure du domaine public fluvial d'un coût supérieur à 12 millions de francs, il est statué par décret en Conseil d'Etat ».

Compte-tenu de l'entrée en vigueur du décret n°97-34 du 15 janvier 1997, l'autorisation dans ce cas, sera désormais délivrée par arrêté préfectoral.

Vous me ferez part, sous le timbre de la direction des transports terrestres (DTT/VN) des difficultés que vous pourriez rencontrer lors de la mise en oeuvre de la présente circulaire.

Le directeur des transports terrestres


Hubert du Mesnil